

Retour sur la crise grecque : perception et réaction de l'opinion en Grèce et en Europe

Alors que la menace de la dette souveraine plane toujours et que la plupart des Etats développés ont engagé des plans de rigueur, l'analyse de l'état de l'opinion en Grèce nous est précieuse pour tenter de comprendre comment une société européenne a réagi à une crise provoquée par un déficit et un endettement public majeurs. L'Ifop a en effet réalisé en mai dernier une grande enquête d'opinion en Grèce¹. Les enseignements de cette étude sont particulièrement instructifs et remettent parfois en cause certains à priori ou idées reçues qui ont pu être véhiculés ici en France sur la crise grecque.

1. Lucidité et colère face aux causes de la crise

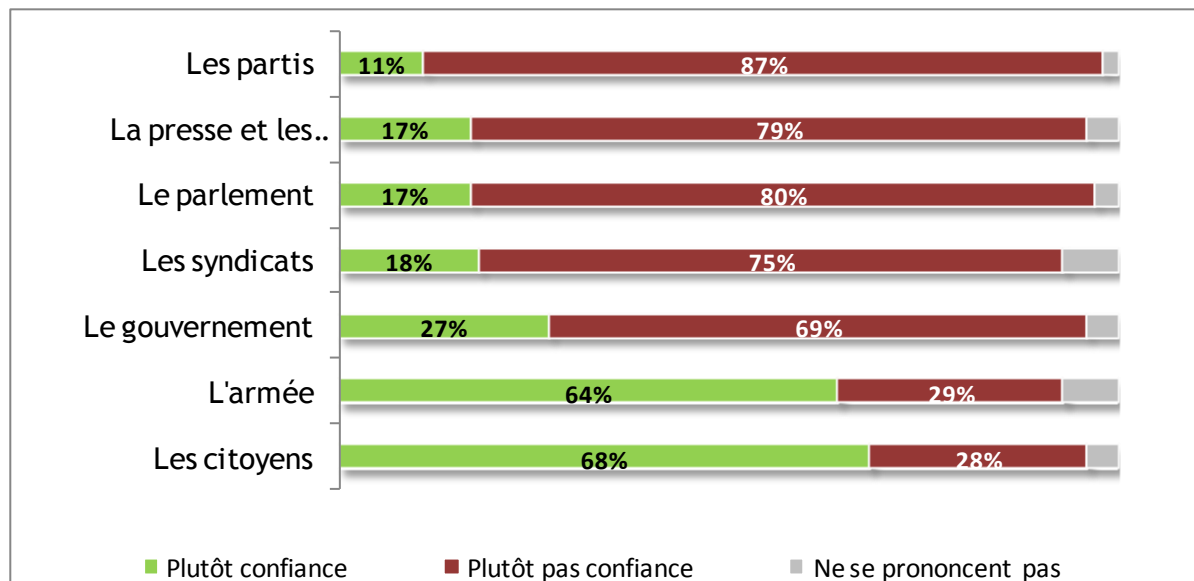
Interrogés sur la cause principale de la crise qui frappe leur pays, les Grecs désignent très majoritairement la mauvaise gestion de leurs gouvernants (69%), bien loin devant la spéculation financière internationale (14%) ou la crise économique mondiale (4%). Ainsi, aux yeux de la population grecque, l'ancien gouvernement conservateur de Costas Karamanlis est clairement mis en accusation. Battu aux élections législatives du mois d'octobre par les socialistes du PASOK, il laisse donc en héritage au nouveau gouvernement de Georges Papandréou une forte défiance populaire vis-à-vis de l'exécutif.

Si l'action de certains traders et fonds spéculatifs, qui ont joué sur la dette grecque est davantage pointée du doigt parmi les salariés du public (22% d'entre eux évoquent la spéculation financière internationale contre 12% des salariés du privé) même dans cette catégorie, plus attachée aux services publics et à une large intervention de l'Etat, la responsabilité des gouvernants dans la crise est majoritairement reconnue (51%). Dans ce contexte, on comprend aisément que toutes les institutions politiques mais aussi les contre-pouvoirs (syndicats et médias) soient victimes d'un profond discrédit. L'armée mise à part (ces résultats renseignent au passage sur le fort prestige et l'attachement des Grecs à leurs forces armées), tout ce qui compose la « Grèce d'en haut » est remis en cause, les citoyens ne faisant plus confiance qu'à eux-mêmes.

¹ Sondage réalisé pour la *Fondation pour l'Innovation Politique* par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif de 800 personnes du 12 au 17 mai 2010.

La confiance portée aux différentes institutions

Question : Avez-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance dans...



Partagés entre colère (pour 50% des personnes interrogées c'est d'abord ce sentiment que leur inspire la situation de leur pays) et mécontentement (40%), les Grecs n'ont pas pour autant basculés dans la révolte : 15% seulement partagent ce sentiment. D'ailleurs, si 90% approuvaient les manifestations et 80% les grèves, les actions violentes rencontreraient fort heureusement un soutien populaire beaucoup plus limité. Certes 13% les trouvaient justifiés (cette proportion s'élevant à 19% parmi les 25/34 ans et les habitants de la région de Thessalonique, foyer de la contestation étudiante, et à 23% dans les rangs des sympathisants de la gauche radicale et du PC grec) mais face à l'ampleur de la crise, on aurait pu s'attendre à une plus forte approbation de la violence politique. Rappelons également que l'enquête a été réalisée après la manifestation du 5 mai à Athènes, en marge de laquelle trois personnes avaient péri suite à l'incendie d'une banque visée par des jets de cocktails Molotov. Ce drame avait fortement marqué la population.

Cette faible légitimité des actions violentes répond à un fort attachement au système démocratique 35 ans après la fin de la dictature des colonels. Ainsi, bien que le gouvernement et les partis politiques soient très fortement décriés, 55% des Grecs déclaraient qu'il faut mieux avoir un système démocratique qu'une « gestion du pays par des experts qui remplaceraient le gouvernement » (25%), ou « qu'un leader avec une certaine



autorité qui pourrait prendre des mesures rapidement sans être freiné par le parlement et les élections » (13%).

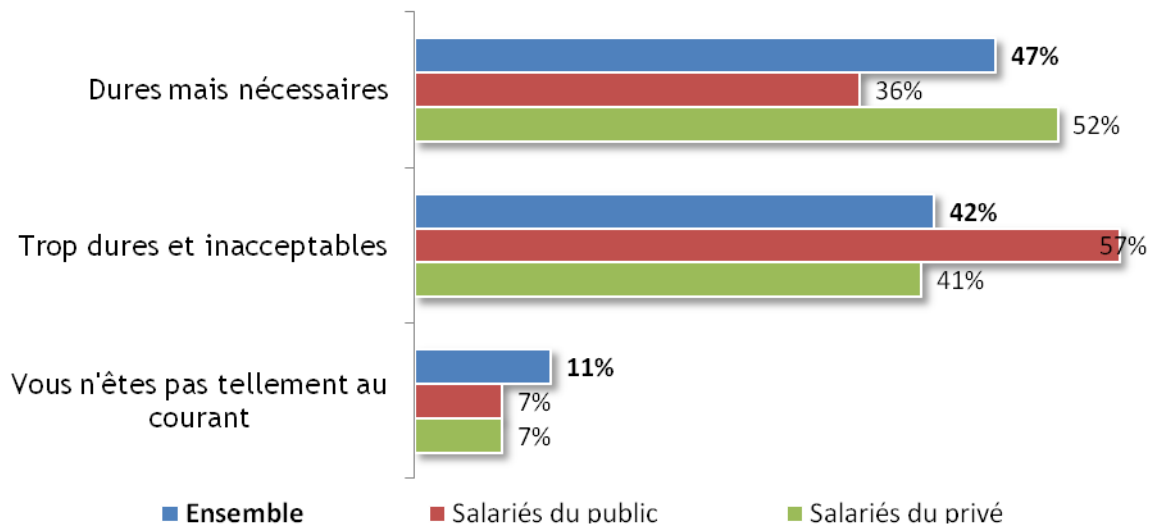
L'attrait limité pour la radicalité (bien que la mouvance autonome et l'extrême-gauche soient actives et violentes) s'explique sans doute aussi en partie par une culpabilité générale. Si la responsabilité des gouvernants apparaît accablante, la société grecque dans son ensemble reconnaît la sienne, de sorte que les responsables à blâmer sont très nombreux et que la violence expiatoire manque d'une cible clairement identifiée. 73% des personnes interrogées sont ainsi d'accord (dont 49% qui sont même tout à fait d'accord) avec l'affirmation suivante : « Les Grecs n'ont pas été assez disciplinés en ne payant pas leurs impôts ou leurs taxes au cours des années précédentes ». Même parmi les proches du Parti communiste ou de l'extrême-gauche, 57% partagent cette opinion.

2. Une acceptation résignée du plan d'austérité et un fort attachement à l'Union Européenne

Parallèlement au montant de l'aide que les membres de l'UE étaient prêts à consentir, l'acceptabilité sociale du plan d'austérité en Grèce était une question centrale. En dépit de l'ampleur des efforts et des sacrifices demandés, notre enquête réalisée en mai dernier montre que l'hostilité à ces mesures était élevée mais que la résignation était majoritaire. Les événements survenus par la suite ont confirmé ce diagnostic. Des manifestations ont eu lieu mais le mouvement s'est progressivement essoufflé et le pays ne s'est ni bloqué ni n'a été le théâtre d'un embrasement généralisé. Comme on peut le voir sur le graphique suivant, les mesures imposées par le FMI à la Grèce apparaissent « dures mais nécessaires » à 47% des Grecs, quand 42% les jugent « trop durs et inacceptables ».

Le jugement sur les mesures imposées à la Grèce par le Fonds Monétaire International

Question : D'après vous, les mesures imposées à la Grèce par le Fonds Monétaire International sont... ?



Si l'acceptation résignée est légèrement majoritaire dans l'ensemble du corps social grec, les clivages sont marqués et certaines catégories sont nettement opposées. C'est le cas notamment des salariés du public, particulièrement concernés par le plan d'austérité (diminution des salaires, réduction d'effectifs...) et qui se distinguent avec près de vingt points d'écart de leurs homologues du privé, moins directement impactés et donc majoritairement acquis à la nécessité de ces dures mesures.

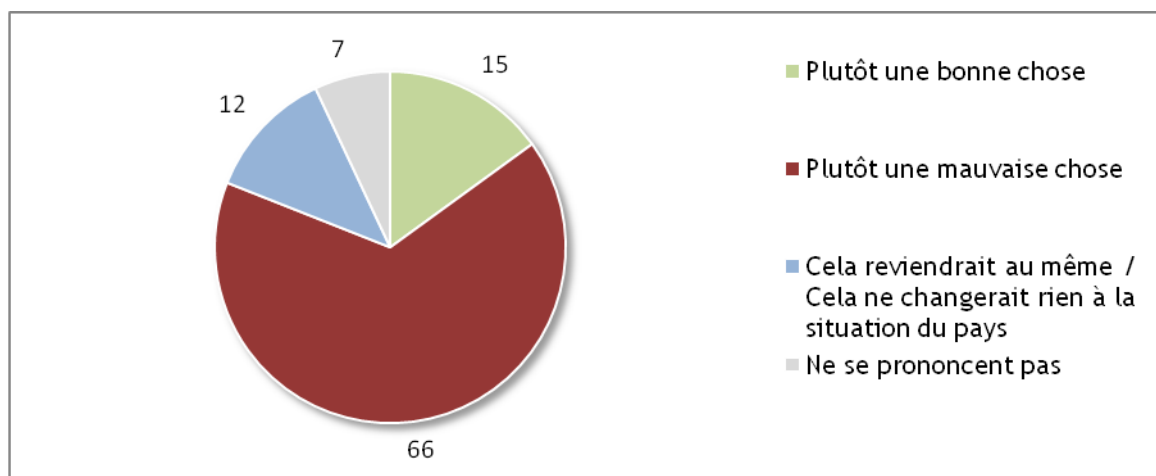
De la même façon, si 50 à 57% des professions indépendantes, des cadres, des dirigeants d'entreprise et des cadres intermédiaires estiment « dures mais nécessaires » ces mesures, ce n'est le cas que de 43% des employés et ouvriers, une majorité des catégories populaires y étant donc opposée. Politiquement parlant, la ligne de fracture ne recoupe pas le clivage droite/gauche mais passe au sein même de la gauche. Seuls 21% des sympathisants du PASOK (parti actuellement au pouvoir) estiment ces mesures, négociées par leur formation, « trop dures et inacceptables ». Ceci les place sur ce plan plus près des soutiens de la Nouvelle Démocratie (36% des électeurs de ce parti de droite partagent cette opinion) que des proches du PC et de l'extrême-gauche qui jugent à 67% qu'elles sont « trop dures et inacceptables ».

Si hormis certaines de ses composantes, la société grecque semblait donc reconnaître la nécessité de ces mesures malgré leur dureté c'est notamment en raison de la gravité perçue de la situation mais aussi de l'absence d'alternative – 50% des interviewés jugeaient ainsi la

crise « très grave et dramatique », 39% la considérant comme « assez grave » et seuls 10% « pas si grave que ça ». Parallèlement, le scénario de l'abandon de l'euro et du retour à la drachme était considéré comme une mauvaise chose par 54% des Grecs, seuls 20% pensant qu'il s'agissait plutôt d'une bonne chose, 18% partageant l'idée que cela ne changerait rien à la situation. La sortie de l'Union Européenne était encore davantage rejetée.

L'opinion sur une éventuelle sortie de l'Union Européenne

Question : Selon vous, si la Grèce quittait l'Union Européenne cela serait... ?

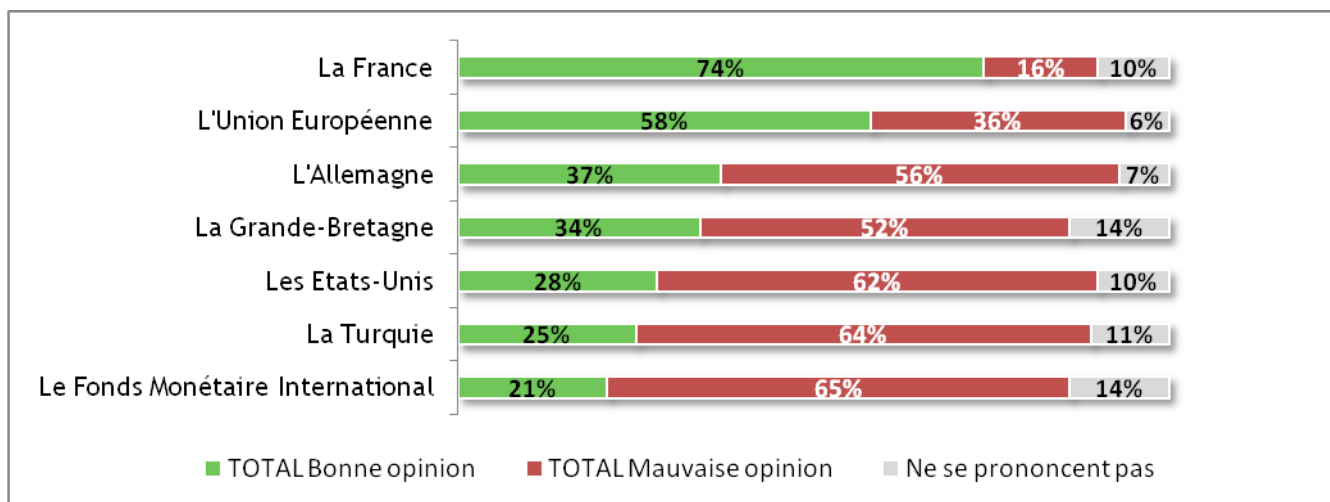


Les Grecs ont en effet conscience des avantages que leur pays a retiré de son entrée dans l'UE depuis 1981 et de manière plus conjoncturelle de l'aide apportée par les Etats membres. 71% des Grecs savent en effet que d'autres pays de l'Union Européenne ont prêté des fonds à la Grèce pour la soutenir dans la crise.

Dans ce contexte, et même si les partenaires ont assorti leur soutien de conditions drastiques, l'Union Européenne bénéficie encore d'une relativement bonne image.

L'image de différents pays et institutions

Question : Diriez-vous que vous avez une très bonne opinion, une assez bonne opinion, une assez mauvaise opinion ou une très mauvaise opinion de... ?



Mais comme le montre le graphique ci-dessus, tous les pays ne bénéficient pas du même capital de sympathie. Si la France est très appréciée, la cote de popularité de l'Allemagne est deux fois plus faible, tout comme celle de la Grande-Bretagne, qui n'appartenant pas à la zone euro, n'a pas contribué au plan d'aide. Et alors que l'Union Européenne est assez épargnée, le FMI est assez logiquement, très fortement décrié. Avec 21% de « bonne opinion », il se classe derrière la Turquie (25%), l'ennemi héréditaire, et les Etats-Unis (28%), dont l'image souffre depuis longtemps d'un anti-américanisme assez enraciné dans la société grecque.

3. De forts clivages dans l'opinion publique européenne quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de la Grèce.

En parallèle de cette étude menée en Grèce, l'Ifop a également mené au mois de mars une enquête² sur le jugement des européens face à cette crise dans cinq pays : la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Les enseignements de cette enquête

² Sondage pour la *Fondation pour l'Innovation Politique* réalisé par internet du 11 au 19 mars 2010 auprès de 3030 personnes réparties au sein de cinq échantillons nationaux représentatifs (1009 interviews en France, 503 en Allemagne, 502 en Espagne, 511 en Italie et 505 au Royaume Uni)

traduisent des perceptions et des attitudes partagées et démontrent, entre autres enseignements, la persistance de cultures économiques et politiques hétérogènes.

Si la crise qui a éclaté à l'automne 2008 a mis en lumière les risques du modèle d'économie mondialisée, le cas de la Grèce est étudié selon un prisme national, la dilution des responsabilités politiques dans le champ économique n'opérant pas aux yeux de l'opinion publique européenne. Ainsi, 6 Européens sur 10 partagent le même diagnostic que celui formulé par les Grecs eux-mêmes et pointent la responsabilité du gouvernement et sa mauvaise gestion des finances publiques tandis que moins d'un quart (24%) considère le pays comme victime de la crise économique mondiale et une proportion plus faible encore (16%) y voit une conséquence d'attaques spéculatives. Cette hiérarchie des responsabilités se retrouve en outre dans chacun des cinq pays sondés.

Question : Vous savez que la Grèce, qui fait partie de la zone euro, traverse actuellement une crise très grave. (...) Selon vous cette situation s'explique d'abord... ?

	Ensemble	Allemagne	Espagne	France	Royaume-Uni	Italie
• Par le fait que les gouvernements grecs ont mal géré les finances publiques de leur pays	60	<u>78</u>	59	57	56	44
• Par la crise économique mondiale qui a durement frappé la Grèce	24	13	27	19	<u>33</u>	<u>33</u>
• Par la spéculation financière qui tente de déstabiliser l'euro en s'attaquant à la Grèce, un des pays les plus faibles de la zone euro	16	9	14	<u>24</u>	11	<u>23</u>

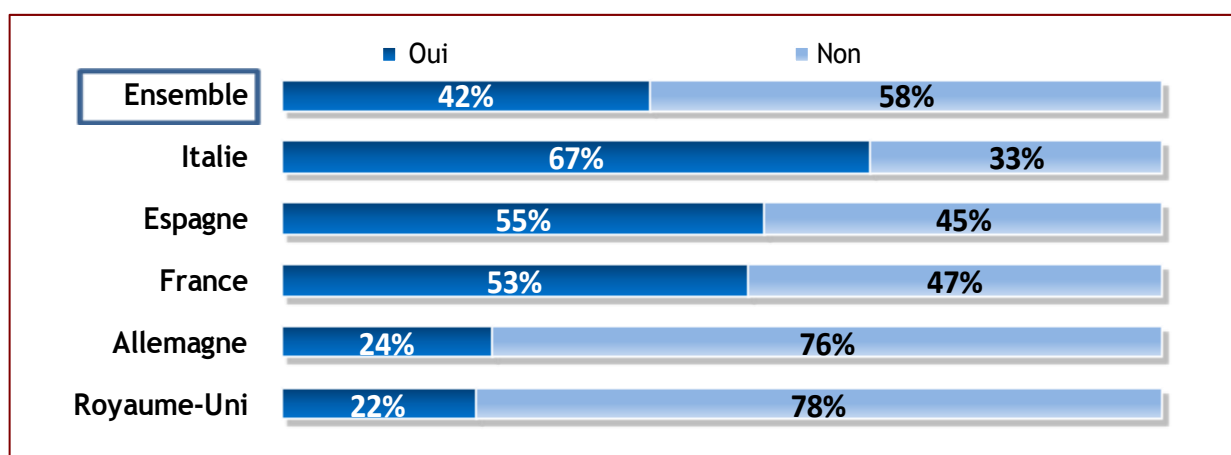
Néanmoins, la perception des causes de la crise que connaît la Grèce varie nettement, notamment en Allemagne où les interviewés expriment un jugement particulièrement sévère à l'encontre des pouvoirs publics grecs ce qui, d'une part, confirme l'attachement allemand au principe d'orthodoxie budgétaire et permet, d'autre part, de mieux comprendre les réticences dont a fait preuve ce pays lors des négociations sur l'aide à apporter. Les fortes tensions entre les deux nations et la fermeté allemande expliquent d'ailleurs pourquoi ce pays souffre, comme on l'a vu, d'une faible cote de popularité dans l'opinion grecque.

A l'inverse, les Italiens dissocient plus difficilement la crise qui touche la Grèce de la crise économique mondiale (33%), à l'instar des Britanniques (33%), et des attaques spéculatives (23%), tout comme les Français (24%).

A ce diagnostic sur des causes qui seraient avant tout internes au pays, vient faire écho une proportion équivalente d'interviewés défavorables à ce que leur pays apporte une aide

financière à la Grèce (58%) ce qui, par extension, pose question sur le principe de solidarité vis-à-vis d'un pays membre. L'enquête menée pour la *Fondapol* fait par ailleurs émerger une ligne de fracture très nette entre les pays d'Europe du Sud - ceux dits du « Club Méd' » en particulier - et les nations d'Europe du Nord.

Question : Au nom de la solidarité européenne, la France/l'Allemagne/l'Espagne/l'Italie/ le Royaume-Uni doit-elle aider financièrement la Grèce ?



La plus forte adhésion des Espagnols (55%) au principe de solidarité financière avec la Grèce s'inscrit dans un contexte où l'Espagne a fait l'objet de rumeurs persistantes quant à une possible dégradation de sa capacité d'endettement par les agences de notation, celle là même qui a « précipité » la chute grecque. En outre, l'Espagne est historiquement, et de manière schématique, un pays qui a particulièrement bénéficié de son entrée dans l'Europe. A l'inverse, les attitudes allemande et britannique apparaissent clairement hostiles au principe de solidarité financière. Elles s'inscrivent d'ailleurs dans un cheminement logique pour ces deux pays, le gouvernement allemand ayant œuvré à faire prévaloir le principe de responsabilité individuelle des Etats dans le Traité de Lisbonne, tandis que le Royaume-Uni, outre qu'il ne fait pas parti de l'Euro Groupe, n'est pas un farouche partisan de la solidarité intra communautaire, synonyme pour un certain nombre de Britanniques de perte de souveraineté.

Les Français, quant à eux, adoptent une position plus médiane et adhèrent à une courte majorité au principe d'aide financière. Une autre enquête Ifop³, menée au mois de mai

³ Sondage réalisé pour *la Lettre de l'Opinion* par internet auprès d'un échantillon national représentatif de 998 personnes les 3 et 4 mai 2010.

dernier, a par ailleurs mis en lumière des jugements peu figés en France, avec une nette progression (+13 points) des partisans de l'aide Grèce en l'espace de deux mois.

L'évocation concrète des mécanismes pouvant servir à financer cette solidarité vient encore durcir les positions. L'idée de créer un impôt visant à venir en aide aux pays membres qui traverseraient une grave crise rencontre un accueil plus que frileux puisque seuls 34% des interviewés y sont favorables.

Cette étude confirme ainsi que l'imposition, thème électoral clé dans tous les pays européens, peut constituer un obstacle majeur dans le processus d'intégration des politiques publiques européennes. D'autant plus que, sur cette question de l'impôt, le fossé entre les pays dits du « Club Méd' » et les autres pays sondés se creuse un peu plus : les opinions publiques des pays fondateurs, ainsi que les Britanniques, se montrent particulièrement opposées à un tel dispositif, là où la majorité des Italiens et des Espagnols se montrent favorablement disposée.

Question : Seriez-vous très favorable, assez favorable, assez opposé ou très opposé à la création d'un impôt européen qui permettrait de venir en aide aux pays membres de l'Union européenne qui traverseraient une crise grave ?

	Ensemble	Italie	Espagne	France	Royaume-Uni	Allemagne
TOTAL Favorable	34	56	55	27	27	18
• Très favorable	5	11	12	2	2	2
• Assez favorable	29	45	43	25	25	16
TOTAL Opposé	66	44	45	73	73	82
• Assez opposé	33	28	23	36	33	40
• Très opposé	33	16	22	37	40	42

4 – Une inquiétude réelle des Européens face à l'exemple grec

Malgré le fait qu'ils insistent sur la responsabilité du gouvernement grec, les Européens sont loin de se sentir à l'abri de connaître à leur tour une telle crise. Le spectre de la dégradation des capacités d'endettement, qui est successivement venu peser sur l'Espagne, le Portugal, l'Italie et, plus récemment la France, a participé au développement d'un climat d'inquiétude majoritaire (52%), quoique disparate, et ce malgré les plans de rigueur budgétaire progressivement mis en place. De fait, l'hétérogénéité des jugements sur la crise grecque et sur l'attitude à adopter, outre les différences de cultures politiques et économiques sous-jacentes, vient également s'expliquer par ce sentiment de crainte variable selon les pays.

Comme en creux de l'importance accordée par les Espagnols et les Italiens au principe de solidarité financière vis-à-vis de la Grèce, on observe dans ces deux pays (respectivement 69% et 56%), de même qu'en France (61%), un pessimisme particulièrement prégnant lorsque, à contrario, « seuls » 34% des Allemands estiment qu'ils pourraient connaître la même situation que la Grèce.

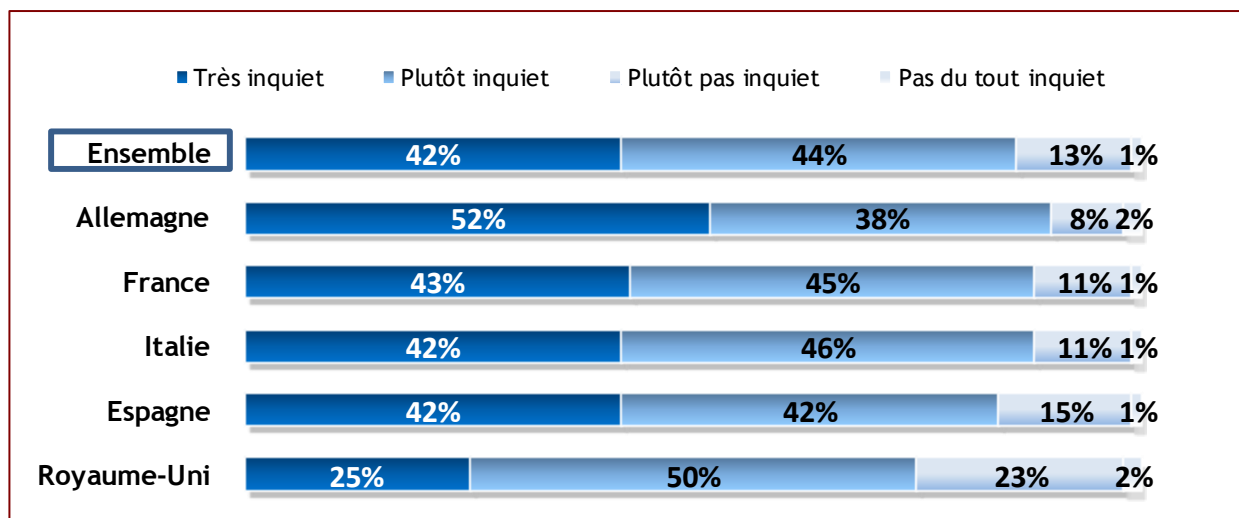
Question : Selon vous, est-ce que la France/l'Allemagne/l'Espagne/l'Italie/ le Royaume-Uni pourrait connaître dans les prochains mois ou les prochaines années la même situation que la Grèce ?

	Ensemble	France	Allemagne	Espagne	Italie	Royaume-Uni
TOTAL Oui	52	61	34	69	56	50
• Oui, certainement	12	13	7	22	11	10
• Oui, probablement	40	48	27	47	45	40
TOTAL Non	48	39	66	31	44	50
• Non, probablement pas	42	37	55	27	37	46
• Non, certainement pas	6	2	11	4	7	4

Il semble donc qu'un processus d'identification soit à l'œuvre, les populations se sentant les plus vulnérables face à la crise exprimant une solidarité plus importante vis-à-vis de la Grèce et se montrent plus favorables à la mise en place d'un impôt européen... dont leur pays pourrait bénéficier. La position allemande apparaît toutefois paradoxale. C'est en effet en Allemagne, juste devant la France et l'Italie, que le climat d'inquiétude vis-à-vis du déficit public et de la dette nationale est le plus important : 90% des Allemands se disent inquiets et plus d'un sur deux se déclarent même « très inquiets ». De fait, alors même qu'ils identifient

la mauvaise gestion des finances publiques comme principale cause de la crise grecque et qu'ils se montrent les plus préoccupés par la dette de leur pays, les Allemands se sentent malgré tout à l'abri, signe sans doute de la confiance qu'ils accordent à leur gouvernement et du très fort attachement au dogme de l'équilibre budgétaire.

Question : Vous, personnellement, en pensant au déficit public et à la dette de l'Etat, diriez-vous que vous êtes ...?





Conclusion :

Au regard des jugements, parfois hétérogènes, que suscite cette crise, trois lignes de forces majeures semblent être à l'œuvre dans l'opinion publique européenne. En premier lieu, une certaine résignation s'observe quant à la nécessité de résorber les déficits, tant du point de vue grec que de celui de ses voisins. Les premiers se sont en effet pliés bon gré mal gré aux mesures imposées par le FMI. Celles-ci se sont traduites par une contraction du PIB, et si les premiers résultats enregistrés sont encourageants sur le front de la dette, le prix à payer est néanmoins élevé pour la population grecque. Quant aux opinions publiques européennes, on remarque qu'elles se sont accommodées, pour le moment, sans véritable résistance ou mouvement social d'envergure aux différents plans de rigueur mis en place dans leur pays.

Ensuite, et venant sans doute à l'origine de la précédente tendance, l'inquiétude apparaît prégnante, et ce au-delà de pays tels que l'Espagne et l'Italie. Malgré une analyse davantage nationale des causes de la crise grecque, aucune nation ne se sent aujourd'hui véritablement à l'abri d'un défaut de paiement causé par un endettement public hors de contrôle.

Enfin, chaque pays compte de manière essentielle sur ses propres forces et l'Union Européenne, certes appelée de leurs vœux à intervenir, n'est ni envisagée comme la panacée de tous les maux ni non plus comme le recours à tous les manquements de gouvernance économique.

Jérôme Fourquet

Directeur Adjoint du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop

Laure Bonneval

Chargée d'Etudes au Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop

Août 2010